

## Burundi : aucune trace du journaliste Bigirimana, disparu il y a un an

@rib News, 21/07/2017 Source AFP Les journalistes du journal Iwacu, un des derniers médias indépendants du Burundi, ont commémoré à Bujumbura le 1er anniversaire de la disparition de leur collègue Jean Bigirimana et demandé que "la lumière soit faite". Vendredi soir, les journalistes de Iwacu, portant tous un T-shirt noir avec l'inscription "Jean Bigirimana, nous ne t'oublions pas", ont déposé une gerbe de fleur et observé une minute de silence devant une grande photo du journaliste sur un mur du bâtiment qui abrite leur journal à Bujumbura.

« Nous venons de commémorer la disparition de notre collègue Jean Bigirimana pour lui dire : "Cher Jean, nous ne t'oublierons jamais et la vérité finira par éclater au grand jour" », a expliqué à l'AFP le rédacteur en chef de Iwacu, André Sikuyavuga. Jean Bigirimana, journaliste alors âgé de 37 ans et père de deux enfants en bas âge, a disparu le 22 juillet 2016 alors qu'il était allé voir un de ses contacts dans la localité de Bugarama, une trentaine de kilomètres à l'est de Bujumbura, promettant à son épouse qu'il reviendrait dîner avec elle. Des témoins ont assuré l'avoir vu se faire arrêter par les agents du très redouté Service national de renseignement (SNR), qui dépend directement du président burundais, qui l'ont alors embarqué à bord d'une camionnette aux vitres teintées. Plus personne n'a eu de ses nouvelles depuis. Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé "le grand silence des autorités" burundaises, leur demandant de "publier les résultats de l'enquête promise dès août 2016", dans un communiqué de presse diffusé jeudi. « D'après des informations recueillies par RSF, ni les collègues du journaliste, ni les témoins oculaires de l'arrestation n'ont été entendus par la police », explique l'organisation de défense des journalistes. RSF dénonce également le fait que "son épouse, qui a continué à appeler la vérité, a fait l'objet de menaces répétées". Elle aurait trouvé il y a "devant sa porte un tract la menaçant et lui demandant de démentir toutes les déclarations qu'elle avait faites au sujet de son mari". « Elle a apporté cette lettre à la police de sa commune qui n'a pris aucune mesure de protection ou ni ouvert d'enquête », précise RSF. Le Burundi a chuté en 2017 à la 160e place du classement de la liberté de la presse dans le monde établi par RSF, alors qu'il était considéré il y a une peine plus de deux ans comme un des rares Etats de la région des Grands lacs à être doté d'une presse libre et indépendante. C'était avant le début de la crise politique déclenchée par l'annonce, en avril 2015, de la candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet de la même année. Depuis, la quasi-totalité de la presse indépendante burundaise a été réduite au silence. Craignant la répression, une centaine de journalistes ont fui le pays. Cette crise a déjà fait de 500 à 2.000 morts imputés essentiellement aux forces de l'ordre selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de torture ou de personnes portées disparues, ainsi que des milliers de prisonniers politiques.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});